

PLUS LOIN

REVUE MENSUELLE

Numéro 3 — 15 MAI 1925

ABONNEMENTS : 6 francs par an
15, Rue Ferdinand-Duval, PARIS (4^e)

A NOS LECTEURS

Nous avons lancé « Plus Loin » sans faire d'appel et nous n'en ferons pas. Mais nous voulons être économes du petit nombre d'exemplaires que nous pouvons tirer et voulons que chacun d'eux arrive à destination.

Nous avons commencé notre premier service d'envoi aux anciens abonnés et lecteurs des « Temps Nouveaux » comptant sur nos amis pour nous envoyer les adresses de personnes pouvant être intéressées par la Revue.

Nous ne sommes pas certains que toutes ces adresses sont bonnes ou que tous nos anciens correspondants existent.

Lorsqu'un journal n'est pas distribué il est rarement retourné et souvent perdu.

Pour éviter ces pertes, nous demandons à tous ceux qui reçoivent « Plus Loin » de bien vouloir, serait-ce par une simple carte postale, nous informer qu'il leur parvient bien. C'est tout. Nous continuerons sans plus le service. Nous insistons particulièrement près des lecteurs de l'étranger. Les frais d'envoi sont lourds et nous tenons à ce qu'ils soient dépensés utilement.

S'il en est parmi nos lecteurs qui veulent à cette occasion nous donner leur avis sur la tenue de la Revue, son contenu, nous faire part de leurs réflexions, c'est avec plaisir qu'elles seront reçues.

Après le départ du n° 4 nous cesserons l'envoi à tous ceux qui ne nous aurons pas répondu.

Adresser tout ce qui concerne la Revue à Ch. Desplanches, 15, rue Ferdinand-Duval, Paris (IV^e).

LA FEDERATION COMME UN MOYEN D'UNION (1)

par Pierre KROPOTKINE

L'idée de la nécessité pour la Russie d'un régime fédératif a, depuis longtemps, germé dans l'esprit de nos hommes avancés; dès le début du XIX^e siècle, un désir se fait jour de bâtir une République fédérative russe selon le modèle des Etats-Unis américains. Cette idée a été expri-

(1) Au cours de l'hiver 1917-18, P. Kropotkine a créé, à Moscou, un groupement qui avait pour but d'étudier l'organisation fédérative possible de la Russie; à la séance de cette « Ligue des fédéralistes » du 7 janvier 1918, il a prononcé un discours que nous croyons intéressant de faire connaître au public français, parce qu'il contient, en faveur de l'idée fédéraliste, des arguments non seulement de principe, mais de fait. Cet article est « Voix du Passé », traduit de la revue russe *Golos Minavchago*.

mée, parmi les décembristes (2), par Mouravioff; elle a passé ensuite aux membres du groupe de Pétrachevsky (3) à Tchernychevsky (4), à Bakoumine et aux « populistes » de l'époque 1870-80. Mais, en même temps, comme on le sait, la tendance opposée a également existé — tendance centraliste, qui a trouvé son expression chez le décembriste Pestel et a été, depuis, défendue par de nombreux publicistes et aussi, bien entendu, par le gouvernement autocrate et ses partisans.

Les résultats déplorables de cette tendance apparaissent maintenant.

Dès l'époque où Alexandre III et son successeur, qui, tous des deux, avaient juré fidélité à la constitution finlandaise, ont commencé à l'annihiler systématiquement; où, tous les deux, imitant la Prusse, ont fait subir à la population de la Pologne une oppression sans cesse croissante, empêchant même les prêtres catholiques d'enseigner leur religion dans les écoles et chargeant de ce soin les professeurs russes d'histoire et de géographie; depuis que, sous Nicolas II, on s'est mis à anéantir les derniers vestiges de l'autonomie en Géorgie, de dévaster l'Imerétie et la Gourie à la suite du mouvement révolutionnaire de 1905 d'exciter, en Transcaucasie, les uns contre les autres les Tartares et Arméniens; d'organiser des « pogroms » contre les Juifs et de persécuter les Ukrainiens, — je me demandais avec terreur : « Que font-ils? Quelle folie! Vienne la guerre avec l'Allemagne, et, tous, la Finlande, la Pologne et peut-être le Caucase deviendront ennemis de la Russie et auxiliaires de ses ennemis! »

Hélas! c'est ce qui est arrivé. Et il est très naturel, qu'actuellement l'idée naisse de la nécessité, pour le peuple russe, de renoncer absolument à vouloir dominer les nationalités qui l'entourent. On se rend compte de plus en plus clairement de l'impossibilité de gouverner d'un centre unique 180 millions d'hommes peuplant des territoires extrêmement variés et d'une étendue dépassant de beaucoup celle de l'Europe entière. On prend de plus en plus nettement conscience de cette vérité que la force créatrice de ces millions d'hommes ne pourra se manifester pleinement que lorsqu'ils se sentiront complètement libres de développer ce que leurs mœurs ont de particulier et de bâtir leur existence conformément à leurs aspirations, aux caractères physiques de leur territoire et à leur passé historique. Ainsi l'idée d'une union fédérative entre les régions et les peuples qui faisaient partie de l'ancien Empire russe

(2) Insurgés de décembre 1825; première tentative révolutionnaire en Russie.

(3) Groupement socialiste ayant existé en 1848.

(4) Economiste socialiste et révolutionnaire très connu, dont l'activité se place entre 1855 et 1861.

se développe rapidement parmi les hommes qui pensent. Plus encore : on commence à comprendre que seule une entente fédérative peut établir une union sans laquelle les plaines de la Russie risquent de devenir la pomme de discorde entre ses voisins belliqueux, présents et futurs.

Que c'est dans cette direction que l'on doit chercher le vrai moyen d'unir les éléments hétérogènes qui ont formé l'empire russe — toute l'histoire des temps modernes le prouve. Elle abonde en exemples montrant que la fédération a toujours mené à l'union, tandis que la méthode opposée de la centralisation a toujours entraîné la discorde et la désagrégation. Voici quelques-uns de ces exemples.

L'empire britannique nous offre un exemple particulièrement frappant. Les deux méthodes : fédération et centralisation, y ont été essayées, et les résultats des deux sont patents. A ses colonies, au Canada, en Australie et en Afrique du Sud, le peuple anglais, suivant en cela l'impulsion donnée par le parti libéral, a donné la liberté complète du *self-government* non seulement local, mais politique : indépendance des chambres législatives, finances, traités de commerce et armées. Il en est résulté un brillant essor économique pour ces colonies; plus encore : lorsque des temps difficiles sont venus pour l'Angleterre, elles se sont empressées de faire de lourds sacrifices pour venir en aide à la métropole, comme pour une sœur aînée ou une mère. Les mêmes sentiments ont animé les petites îles autonomes : Jersey, Guernesey et Man, qui sont à tel point indépendantes dans leur vie intérieure qu'elles conservent, dans les relations agraires, le droit coutumier des anciens Normands et, dans leurs rapports avec les puissances étrangères, n'admettent pas ceux des droits d'entrée qui se sont maintenus en Angleterre.

Et, à côté de cela, quel contraste en Irlande qui, pendant tout le XIX^e siècle, est restée sous le « pouvoir fort » du « château de Dublin », c'est-à-dire sous la domination de gouverneurs généraux, au lieu d'avoir un parlement et une organisation intérieure à elle! Pendant tout le XIX^e siècle, c'était l'appauvrissement de la population, à laquelle on enlevait ses terres communales pour les donner aux propriétaires « absentéistes », c'est-à-dire à des gens qui n'habitent même pas l'île, préférant se glisser dans l'administration de l'Etat, pendant que les paysans ruinés jusqu'au bout, mouraient de faim ou bien en arrivaient, malgré tout leur travail, à une misère dont je n'ai jamais vu de pareille nulle part, sauf en Russie. Plus encore : les Anglais qui, comme l'a dit un jour l'éditeur bien connu, James Knowles, sont des hommes du droit romain, se montrent absolument incapables de comprendre et de gouverner les Irlandais, hommes du droit coutumier.

C'est pourquoi l'Angleterre a, dans l'Irlande, tout le temps, depuis Napoléon I^{er} jusqu'à la dernière guerre, un ennemi toujours prêt à s'unir à ses ennemis à elle pour une insurrection armée. Et s'il n'est pas arrivé en Irlande ce qui est arrivé chez nous pour la Finlande et l'Ukraine, c'est uniquement parce qu'il s'est trouvé, en Angleterre, depuis Gladstone et le parti libéral, des hommes gagnés aux idées du « droit coutumier » qui ont compris que les lois agraires de l'Irlande demandaient un changement radical dans l'intérêt des paysans et ont renoncé au désir

de gouverner ce pays, éveillant ainsi parmi les Irlandais l'espoir d'une libération proche.

Même phénomène aux Etats-Unis, dans leur attitude d'une part vis-à-vis de Cuba, d'autre part vis-à-vis des Philippines. En 1898, les Etats-Unis ont aidé les Cubains à se libérer du joug, réellement insupportable, des Espagnols et, aussitôt, ils ont proclamé l'île délivrée, république autonome, sous leur protectorat. Au début, l'île a été soumise à l'administration militaire des Etats-Unis; mais depuis 1909, elle est devenue complètement indépendante, et des rapports très amicaux se sont établis entre elle et les Etats-Unis.

Au contraire, induit en erreur par le premier gouverneur américain envoyé aux Philippines après leur libération (en 1898) de la domination espagnole, le gouvernement des Etats-Unis n'a pu se décider à accorder aux habitants de ces îles une autonomie complète. Il les a laissés sous l'autorité des moines catholiques et a soutenu par la force le gouvernement de ces derniers. De là, un mécontentement, aboutissant à l'insurrection d'Aguinaldo. Actuellement, les Etats-Unis ont reconnu leur erreur. Les Philippines ont obtenu une autonomie complète; l'œuvre de l'instruction publique y a été largement développée. Depuis ce temps, les rapports entre la population des îles et les Etats-Unis sont devenus si amicaux que les Philippines ont formé une armée de volontaires de 25.000 hommes qui feront partie de l'armée américaine, et qu'Aguinaldo, ancien chef insurrectionnel, a envoyé son fils dans un camp pour faire l'instruction militaire des officiers de cette armée.

Mais ce n'est pas tout. Les rapports fédératifs créés entre l'Angleterre et ses colonies ont permis à celles-ci de réunir en fédérations puissantes les provinces isolées qui, auparavant, n'avaient et ne voulaient avoir aucun lien entre elles. C'est ainsi que s'est constituée la Fédération canadienne, groupant des éléments aussi différents que le Canada français, avec une population se trouvant au niveau des paysans français d'avant la Révolution; le Canada central, industriel, peuplé surtout d'Ecossois; le Canada occidental, pays des steppes, avec une population mélangée comprenant des Américains, des Doukhobors russes, des Mennonites, des Suédois, des Galiciens, etc., et, enfin, le Canada du Pacifique, d'origine surtout anglaise. Et tout le monde sait au Canada que, si cette Fédération ne s'était pas formée le fractionnement du pays en morceaux et la guerre civile entre eux auraient été inévitables. La même chose est arrivée en Australie et même en Afrique du Sud, malgré la guerre absurde et barbare contre les Boers.

Chez nous, en Russie, nous avons les exemples de la Sibérie, de la Finlande et de la Géorgie.

Lors de mon séjour en Sibérie, de 1862 à 1867, j'ai eu l'occasion de voir de près les conséquences du gouvernement de la Sibérie en partant du centre de Pétersbourg. L'idée de Speransky, lorsqu'il élaborait son projet d'organisation administrative de la Sibérie, était de donner à chaque province et à chaque région administrée par un gouverneur général, des Conseils comprenant des représentants de toutes les administrations : justice, finances, instruction publique, affaires militaires, etc. Ces Conseils devaient gérer les affaires locales et, seules, les décisions les plus importantes devaient être envoyées par le gouver

II. LE PROGRÈS MORAL

L'ADOUCCISSEMENT DES MŒURS

neur général, avec son avis, à Pétersbourg pour y être ratifiées. Ainsi des rudiments d'autonomie faisaient leur apparition. Mais, bien entendu, les bonnes intentions de Speransky n'ont abouti à rien. Lui-même est bientôt tombé en disgrâce et les fonctionnaires pétersbourgeois n'ont voulu, comme cela arrive toujours, rien abandonner de leur pouvoir. Et on a fini par tout régler dans les bureaux de Pétersbourg. Inutile de raconter comment, dans ces conditions, était administrée la Sibérie et comment toutes les réformes qui n'intéressaient pas les fonctionnaires pétersbourgeois restaient à dormir dans les cartons pendant des dizaines d'années.

Il en a été ainsi jusqu'à l'époque la plus récente. Il en est de même maintenant. La centralisation n'est pas la plaie de la seule autocratie. Elle a perdu et elle perd les colonies françaises et allemandes; tandis qu'à côté d'elles, les colonies anglaises prospèrent, parce qu'elles jouissent d'une large autonomie se transformant peu à peu en fédération.

La Finlande, enfin, nous offre l'exemple le plus terrible. J'ai, en 1871, beaucoup voyagé en Finlande, souvent à pied, en ma qualité de géologue; et je me suis trouvé en rapport, pour mes travaux géologiques, avec ses diverses administrations : des chemins de fer, des canaux, de l'arpentage; je ne pouvais pas admirer assez le travail accompli dans tous ces domaines par ce pays à la nature pauvre, avec son budget modeste et les traitements plus que modestes payés à ses fonctionnaires. Et je ne pouvais me réjouir assez de l'amour pour le pays qui inspirait tous ces travaux.

A cette époque, la Finlande possédait ses propres chemins de fer, qu'elle avait construits elle-même depuis fort longtemps, ses postes et ses télégraphes à elle, ses propres finances (en excellent état), sa dette publique (très petite), ses droits d'importation et son armée.

Les Russes ne jouissaient pas d'une grande sympathie en Finlande, surtout dans sa partie orientale : le souvenir des guerres avec la Russie au début du XIX^e siècle et du refus de Nicolas I^{er} de reconnaître la constitution finlandaise était encore présent dans les mémoires; mais Alexandre II était aimé, à Helsingfors surtout, et lorsque la guerre avec la Turquie a commencé, en 1878, l'armée finlandaise (huit bataillons de tirailleurs) est allée à la bataille avec enthousiasme et s'est toujours distinguée dans les combats. Rien de tout cela n'a subsisté après qu'Alexandre III, encouragé par le parti de Katscoff — celui des usiniers moscovites — et Nicolas II, poussé par le jésuite Pobedonostzeff, eurent supprimé l'autonomie finlandaise et mis la main jusque sur l'enseignement dans ses universités.

Ce n'est pas tout. Les mesures oppressives à l'égard des universités ont fait que des milliers de jeunes gens finlandais sont allés faire leurs études dans les universités allemandes, et nous en voyons maintenant le résultat : ils sont en train, dans les rangs des gardes blanches, de conquérir la Finlande pour l'Allemagne!

AVIS

Nous prions nos amis d'envoyer tout ce qui concerne la Revue à CH. DESPLANQUES, 15, rue Ferdinand-Duval, Paris (IV^e).

C'est entendu : grâce au progrès technique, l'homme s'est libéré pratiquement des servitudes du milieu naturel; et même, en parlant comme les romantiques, il asservit, à son tour, la nature, ce qui veut dire qu'il sait de plus en plus utiliser à son profit les forces naturelles. Mais il y a des gens qui, au milieu de notre civilisation, meurent de faim. Il y a des taudis infects dans Paris même et, dans ces taudis, la tuberculose règne en maîtresse. Si l'esclavage et le servage ont disparu, le salariat n'est pas une condition sociale bien supérieure. L'humanité continue à s'entretenir. Les peuples, pourvus d'une supériorité technique (mitrailleuses, etc.), s'en servent pour opprimer des peuples désarmés et les faire travailler à leur profit, car le travail colonial est vraiment fort peu payé (1). Ces peuples asservis ne sont pas toujours inférieurs au point de vue moral. Où donc est le progrès, si la brutalité, l'hypocrisie, la paresse et le parasitisme continuent à régner dans la société moderne?

Vous direz que, grâce au progrès social, c'est-à-dire grâce à de meilleurs arrangements sociaux, une harmonie s'établira entre les hommes. Permettez-moi d'en douter. L'homme est une vilaine bête; et il y aura toujours des débrouillards et des menteurs, des autoritaires et des débilés. Les plus habiles, les plus dépourvus de scrupules s'arrangeront pour vivre aux dépens d'autrui.

Ainsi parlent les pessimistes. D'autres ajoutent : l'effort humain est vain. Nous admettons que les conditions de vie ont changé et se sont améliorées. Mais la vie s'est compliquée, des besoins artificiels se sont créés, et des souffrances nouvelles sont nées. Certes, le salarié dispose de son corps, il a droit à quelque liberté; mais il faut le comparer non à l'esclave d'autrefois, mais au capitaliste actuel, dont il est plus loin que le fût jamais dans l'antiquité l'esclave de son maître.

Et puis, l'homme ne peut avoir de plaisirs sans que les souffrances ne viennent s'y ajouter, comme des ombres aux lumières d'un tableau. De son côté, l'homme le plus misérable a ses joies. Son état qui paraît si terrible à l'homme raffiné et renté est pour lui très supportable, car il n'a pas les mêmes besoins, et l'habitude a émoussé ses sensations. Au fond, l'homme le plus heureux est sou-

(1) Mal payé est un euphémisme. Voici un exemple. L'Afrique équatoriale française (Gabon et Congo) a été partagée entre des compagnies concessionnaires. Les concessions comprennent chacune un ou deux millions d'hectares, soit la superficie de deux ou trois départements français. Sur ces territoires, les indigènes n'ont le droit de vendre qu'à la compagnie exclusivement, le caoutchouc qu'ils récoltent, l'ivoire des éléphants qu'ils tuent, etc. Officiellement, tous ces produits, tous les produits « naturels » appartiennent à la compagnie, qui paye simplement aux nègres, leur temps de travail, le temps de travail nécessaire à la récolte, et ne les nourrit pas. On a calculé que la journée de travail effectif rapportait à l'indigène, à peu près sept centimes. Ajoutez que la compagnie a le monopole, non seulement de l'achat, mais aussi de la vente, et qu'elle vend aux nègres les produits européens manufacturés (bassine, pagne, verroterie, etc.), à des prix exorbitants. Les indigènes adultes, hommes et femmes, sont frappés d'un impôt de capitation (5 fr. 50 par an), pour participer aux frais de la civilisation dont ils reçoivent les bienfaits. Ainsi dépeuplée par les compagnies, écrasée par la corvée des portages, décimée par la maladie du sommeil que le portage a disséminée, n'ayant qu'une nourriture tout à fait insuffisante, la population autochtone a diminué dans des proportions considérables.

vent celui qui n'a pas de chemise. La sagesse orientale l'a dit autrefois.

Avec de tels arguments, il est curieux que le pauvre diable ne veuille pas reconnaître son bonheur. Il ignore les soucis du capitaliste qui le fait travailler et qui lui permet de vivre, soucis grandissants à l'époque actuelle, à cause des impôts qu'on s'efforce d'éluider et des placements d'argent qu'il faut surveiller. Heureux l'homme médiocre, s'il a la sagesse d'être content de son sort.

Constatons que cet amer pessimisme ne se rencontre guère que dans la classe privilégiée. La classe ouvrière a plus d'espoir. S'il existe des tirades révolutionnaires où le salariat est assimilé à l'esclavage, ce n'est pas pour prêcher la résignation à un état qu'on accepterait comme inéluctable, c'est pour montrer d'une façon brutale que la bourgeoisie n'a pas tenu ses promesses d'émancipation humaine, et c'est un argument de combat. Personne ne prend cet argument au pied de la lettre et ne songe à rétablir la traite des esclaves.

La main-d'œuvre coloniale est exploitée cyniquement. Mais ces pratiques n'ont pas d'équivalent en Europe, même en France, où la main-d'œuvre polonaise est amenée dans des conditions qui, si elles étaient connues, provoqueraient l'indignation.

Quant à l'exploitation des colonies, cette constatation peut-elle amener à nier le progrès et à rester dans un pessimisme inactif? Car cette exploitation ne durera pas toujours. Peut-on se désintéresser de l'émancipation des Egyptiens, des Hindous, des Indo-Chinois, par exemple? Le progrès technique a eu pour résultat de poser les problèmes d'émancipation, non plus comme des cas isolés, à solution particulière, mais comme des phénomènes mondiaux. Autrefois, il pouvait exister un peuple libre à côté de peuples asservis. Le progrès de l'un n'avait à peu près aucune influence sur la civilisation voisine. Ils vivaient séparés. Le progrès était précaire, et chaque civilisation était à la merci d'une destruction. Maintenant l'humanité tout entière s'efforce vers sa libération.

L'état social actuel est loin de la perfection. Il est donc facile de nier le progrès, en notant les tares et les crimes de la civilisation moderne. Si les conditions du travail sont mauvaises, est-il impossible de les transformer?

* *

Je passe sur les réponses aux autres objections. J'y reviendrai sans doute en cours de route. D'ailleurs, je n'ai pas la prétention d'apporter ici une thèse complète, je n'ai pas le temps; je me propose simplement de présenter aux lecteurs quelques sujets de réflexion.

Je me hâte de traiter rapidement la question du progrès moral, comme j'ai traité celle du progrès technique.

Dans la société moderne, encore terriblement arriérée, avec ses vestiges de cruauté, avec ses soubresauts de sauvagerie, avec ses pratiques d'injustice sociale, se manifeste pourtant une amélioration des rapports sociaux quand on la compare avec les sociétés du passé. Il y a moins de brutalité, un plus grand souci de la souffrance humaine, un plus grand respect de la vie, du moins dans les conditions courantes de l'existence. Ces constatations apparaissent clairement quand on lit les mémoires ou la correspondance privée, les documents officiels, les relations

historiques où l'écrivain d'autrefois note sèchement les faits de la vie ordinaire, sans y attacher d'importance. Je rappelle, en passant, la « question » appliquée aux accusés, les supplices et les tortures infligés aux coupables, les punitions corporelles exercées sur les enfants, etc.

Il est bien difficile, pour le grand public, de se faire une idée de la vie et des mœurs, véritablement sauvages, du temps passé. Mais nous avons comme témoin un peuple moderne, de race blanche, à civilisation retardée. Je veux parler de la Russie d'avant la révolution. Il faut lire les mémoires de Gorki : *Ma vie d'enfant, en gagnant mon pain*. Dans ces deux volumes, nous avons un tableau saisissant de la vie populaire, bourgeois et ouvriers mêlés, où Gorki dépeint la grossièreté, la violence, les brutalités contre les faibles, femmes ou enfants, non pas comme des faits exceptionnels, mais comme les manifestations de la vie de tous les jours. Après avoir lu ces mémoires, nous pouvons mieux comprendre le caractère et les modalités de la révolution russe. Elle ne pouvait pas être autrement avec un peuple encore barbare, maintenu dans la barbarie par le régime tsariste.

Que des cas de brutalité se voient en Europe occidentale, cela ne fait pas de doute. Mais ils sont isolés et ils apparaissent comme des monstruosité.

On dira qu'autrefois on ne faisait pas attention à la brutalité. Tout le monde était brutal, et telle était la règle de vie. Oui, mais les faibles en pâtissaient. La faiblesse physique est-elle toujours dégénérescence? Les femmes et les enfants sont des faibles. Ils souffraient dans une société où la force musculaire primait tout.

Actuellement, où le machinisme a fait disparaître la supériorité de la force musculaire, l'intelligence et la sensibilité ont pu s'épanouir plus facilement. Ce n'est pas au détriment de la force physique; car la culture physique et les sports ont reconquis la vogue qu'ils avaient perdue depuis la civilisation grecque. On recherche un développement harmonieux du corps, tandis que, dans les sociétés barbares, la gaucherie allait souvent de pair avec la brutalité.

Ce sont ces conditions de la civilisation moderne qui ont rendu possible l'émancipation féminine. N'est-ce pas un progrès que la condition actuelle de la femme, comparée à ce qu'elle était, il y a seulement cinquante ans?

En même temps, l'éducation s'est transformée. L'enfant n'a plus la terreur de l'école. Il n'a plus peur du maître, ni de ses camarades. Les féroces brimades de jadis se sont changées en farces.

* *

Comment s'est fait cet adoucissement des mœurs? Sans doute avec l'apparition d'un certain degré de bien-être matériel. Le bien-être général comporte l'atténuation de toutes les souffrances, soit physiques, soit morales.

Aux époques de famine, au contraire, l'égoïsme brutal prédomine. Les rapports d'entraide disparaissent. Les préoccupations amoureuses s'effacent. Les liens affectifs se dissolvent. Des parents abandonnent leurs enfants. La conservation de l'individu prime la conservation de l'espèce.

Dans toute société où la lutte pour l'existence est âpre et dure, les mœurs sont dures aussi. Un certain bien-être moral accompagne le bien-être matériel. Un mufle lui-même est porté à la bienveillance après un bon dîner, tandis que celui qui est fatigué et affamé n'est plus maître de ses impulsions brutales, il devient méchant.

Dans une société prospère on a davantage de loisirs (et c'est là une question que je traiterai plus tard à propos de leur progrès social). On s'occupe davantage des enfants et de leur éducation. On leur inculque la politesse, c'est-à-dire qu'on leur apprend à ne pas heurter, ni incommoder autrui. On leur dit qu'ils ne doivent pas faire aux autres ce qu'ils ne voudraient pas qu'on leur fit. On leur enseigne à réfréner leurs impulsions, à acquérir la maîtrise de soi-même.

Cette éducation amène des relations plus agréables entre les hommes, tout au moins dans les conditions ordinaires de la vie courante. On le voit par l'exemple des parvenus, de ceux qu'on appelle aujourd'hui les nouveaux riches. N'ayant pas appris à masquer le cynisme de leurs appétits ou la satisfaction de leur vanité, ils font figure de malotrus.

Notons que la politesse ne s'exerce guère qu'à l'intérieur d'une classe ou d'une caste. Chaque classe a ses mœurs et son genre de politesse. Si la politesse est la partie principale de l'éducation pour l'enfant de la classe aisée, elle s'exerce vis-à-vis des individus de la même classe et n'empêche pas un mépris non dissimulé pour les pauvres mal habillés.

On a vanté la douceur de vivre en France au XVIII^e siècle. Cette douceur de vivre ne s'applique qu'aux aristocrates qui habitaient Paris et surtout Versailles. Ces gens de cour ne faisaient aucune attention à la misère terrible du paysan, taillable et corvéable à merci.

La prospérité d'une civilisation ne donne son plein effet que si elle s'étend à la population tout entière. La division des hommes en castes ou en classes s'oppose au progrès moral. Elle fait naître un égoïsme de caste ou de classe; elle forme barrière à la bienveillance des hommes. Ceux qui se croient supérieurs ont du mépris pour leurs inférieurs; dans l'âme de ceux-ci naît l'envie ou la haine. Même dans la classe ouvrière, il n'y a pas si longtemps que les membres des corporations à métier qualifié se désintéressaient des simples manœuvres.

Pourtant cette division sociale en classe n'arrive pas à former de cloisons étanches. Quand une classe est très policée, sa sensibilité se développe. Elle cherche à supprimer le spectacle public des souffrances d'autrui et les institutions officielles qui conservent les coutumes de brutalité d'un autre âge. Ce ne sont pas les pauvres diables qui ont fait disparaître le pilori. La suppression de la « question » a été obtenue grâce à la campagne des intellectuels (Voltaire), aidés par la « sensiblerie » du siècle. L'action de Dickens a contribué à la fermeture de la prison pour dettes en Angleterre. L'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis n'est pas due aux nègres eux-mêmes; et Mme Beecher Stowe, en émouvant la sensibilité de la population blanche avec la *Case de l'oncle Tom*, a pris une grande part à leur affranchissement.

(A suivre.)

M. PIERROT.

L'ENTHOUSIASME

Le promoteur de toutes les entreprises, petites ou grandes, de presque toutes les œuvres humaines c'est l'enthousiasme, qui a joué un rôle si important dans les religions. L'enthousiasme suppose la croyance en la réalisation pos-

sible de l'idéal, croyance active qui se manifeste par l'effort. Le possible n'a le plus souvent qu'une démonstration, son passage au réel; on ne peut donc le prouver qu'en lui ôtant son caractère distinctif, le *pas encore*. Aussi les esprits trop positifs, trop amis des preuves de fait ont-ils cette infirmité de ne pouvoir bien comprendre tout le possible; les analystes distinguent trop exactement ce qui est de ce qui n'est pas pour pouvoir pressentir et aider la transformation constante de l'un dans l'autre. Il y a sans doute un point de jonction entre le présent et l'avenir, mais ce point de jonction est difficilement saisissable pour l'intelligence pure; il est partout et nulle part; ou, pour mieux dire, ce n'est pas un point inerte, mais un point en mouvement, une direction, conséquemment une volonté poursuivant un but. Le monde est aux enthousiastes, qui mêlent de propos délibéré le *pas encore* et le *déjà*, traitant l'avenir comme s'il était présent, aux esprits synthétiques qui dans un même embrassement confondent l'idéal et le réel; aux volontaires qui savent brusquer la réalité, briser ses contours rigides, en faire sortir cet inconnu qu'un esprit froid et hésitant pourrait appeler avec une égale vraisemblance le possible ou l'impossible. Ce sont les prophètes et les messies de la science. L'enthousiasme est nécessaire à l'homme, il est le génie des foules, et, chez les individus, c'est lui qui produit la fécondité même du génie.

L'enthousiasme est fait d'espérance et pour espérer, il faut avoir un cœur viril, il faut du courage. On a dit : le courage du désespoir; il faudrait dire : le courage de l'espérance. L'espérance vient se confondre avec la vraie et active charité. Si au fond de la boîte de Pandore, est restée sans s'envoler la patiente Espérance, ce n'est pas qu'elle ait perdu ses ailes et qu'elle ne puisse, abandonnant la terre et les hommes, s'enfuir librement en plein ciel, c'est qu'elle est avant tout pitié, charité, dévouement; c'est qu'espérer, c'est aimer et qu'aimer c'est savoir attendre auprès de ceux qui souffrent.

Sur la boîte de Pandore entr'ouverte où est restée ainsi l'espérance amie, prête à tous les dévouements pour les hommes et pour l'avènement de l'idéal humain, il faut écrire comme sur le coffret du *Marchand de Venise* qui contenait l'image de la bien-aimée : « Qui me choisit doit hasarder tout ce qu'il a. (1). »

LE PROBLEME AGRAIRE EN RUSSIE

Il est évidemment trop tôt de parler des réalisations de la révolution russe. L'ébranlement a été trop profond pour qu'on puisse encore juger de ce que sera la vie en Russie quand toutes les choses auront trouvé leur place. Mais il est une conquête de la révolution qui est définitive et stable : c'est la prise de la terre par les paysans, l'expropriation totale de tous les propriétaires, grands ou petits, qui ne la cultivaient pas de leurs mains. En réalité, c'est en cela que se manifeste le caractère *social* de la révolution russe; dans l'industrie, les ouvriers sont restés des salariés (dans la très grande majorité de l'Etat, un peu des entrepreneurs particuliers) et ici tout reste encore à faire

(1) Pages choisies de J. M. GUYAU, chez A. Collin, éditeur.

dans la voie du vrai socialisme. Mais, dans le domaine agraire, on peut constater des changements profonds, dont l'étude n'est pas sans intérêt pour l'avenir des autres pays.

Dès le début de la révolution, aussitôt le régime tsariste tombé, le vaste monde paysan de la Russie a compris qu'une nouvelle ère allait s'ouvrir et qu'il lui sera possible, enfin, de réaliser son profond et ancien espoir; son mot d'ordre « terre et liberté » allait passer dans la pratique. Les paysans russes ont toujours vécu sur cette idée que la terre n'appartient à personne, qu'elle est à Dieu, et que, parmi les hommes, ceux-là seuls qui la travaillent de leurs bras ont le droit d'en jouir. La grande propriété des anciens seigneurs et de l'Etat avait beau régner au temps du tsarisme, les paysans restaient convaincus qu'un temps viendra, avant peu, où un grand partage général donnera la terre aux seuls travailleurs.

Aussi, dès le printemps 1917, les paysans ont commencé, sans attendre quoi que ce soit, à s'emparer des terres des grands propriétaires : c'était, pour eux, la conséquence naturelle et immédiate de la révolution. Et dans la hâte avec laquelle, à cette époque, les soldats abandonnaient le front, la lassitude de la guerre n'était pas seule en jeu : les soldats, pour la plupart paysans, étaient invinciblement attirés vers leurs villages, où le grand partage devait commencer... Le gouvernement provisoire de Kerensky s'est opposé à ces expropriations agraires : il comptait arriver jusqu'à l'Assemblée Constituante et, là, faire passer une loi agraire organisant pour toute la Russie la possession du sol dans un esprit socialiste. Il n'a pas compris que les événements n'attendent pas en temps de révolution, que les paysans ne peuvent ni ne veulent laisser échapper l'occasion de réaliser leur rêve séculaire. Les bolcheviks se sont montrés plus habiles : ils ont fait leurs toutes les revendications populaires; ils ont promis au peuple la paix et la terre; c'est en suivant le courant qu'ils ont conquis le succès.

L'un des premiers décrets de leur gouvernement (celui du 26 octobre 1917) allait au-devant des vœux paysans; il a été suivi par un autre (du 19 février 1918), établissant la possession collective, communale, du sol pour tous ceux, et ceux-là seuls, qui veulent le cultiver. Ici, il y a un petit point d'histoire assez curieux. En leur qualité de marxistes, les bolcheviks n'avaient aucun programme agraire, tant soit peu adéquat à la situation des paysans russes; force leur a été, par conséquent, d'emprunter ce programme au seul parti qui, non seulement en avait un, mais s'était pour ainsi dire spécialisé dans la question : le parti socialiste-révolutionnaire. A la base du premier décret, se trouve un résumé de 242 « cahiers » paysans, rédigé par les socialistes-révolutionnaires à l'occasion du congrès des délégués paysans en août 1917; le second décret a été élaboré par un socialiste-révolutionnaire de gauche qui, à cette époque (où ce groupement était allié du parti bolcheviste), occupait le poste de commissaire de l'agriculture.

Pratiquement, cependant, le rôle de ces décrets a été nul : les paysans ne les ont pas attendus pour effectuer l'expropriation générale des terres, et le seul mérite des nouvelles lois a été de ne pas avoir cherché à entraver le mouvement. La fin de l'année 1917 et toute l'année 1918 ont été, sur toute la vaste étendue de la Russie, occupées par les expropriations et les partages. Les propriétaires

abandonnaient facilement leurs terres, sans opposer de résistance; le gouvernement, occupé d'abord à liquider la guerre, ensuite à combattre l'intervention des alliés et à lutter contre toute sorte de complications intérieures, n'intervenait guère dans ces opérations agraires. Les paysans organisaient les partages à leur gré. Dans certaines régions, au centre de la Russie surtout, où les traditions communales restaient particulièrement fortes, un partage général de toutes les terres, maintenant mises en commun, était effectué : terres ayant appartenu aux grands propriétaires, terres paysannes (aussi bien celles possédées en propre que les « lots » des terres communales), tout était refondu à nouveau. Ailleurs, le partage ne portait que sur les terres, le bétail, les machines agricoles, etc., des grands propriétaires. Le gouvernement n'intervenait que sous deux formes : la fondation d'« exploitations soviétiques » (grandes entreprises agricoles appartenant à l'Etat) et d'« exploitations collectives » (colonies agricoles, constituées par des personnes voulant cultiver la terre, mais venues, le plus souvent, des villes). En 1920 sur 22.847.916 hectares qui, dans les 36 provinces de la Russie d'Europe, avaient appartenu à des propriétaires non-travailleurs, 21.407.152 hectares étaient passés aux mains des paysans; le reste était allé aux entreprises fondées par l'Etat.

*
*
*

En 1919, la vague des partages a passé. Elle n'a cependant pas apporté aux paysans une organisation agraire absolument satisfaisante pour eux. Les premiers partages ont exigé des remaniements : les soldats revenant du front, les ouvriers chassés des villes par le chômage venaient constamment réclamer leur part; le gouvernement, d'autre part, réclamait de nouvelles terres pour les exploitations collectives qu'il fondait. Certaines tendances individualistes commencent à se faire jour : le paysan, ayant conquis la terre, veut avoir son lot bien à lui, avec la certitude que personne ne le lui enlèvera. Il tend donc à se séparer de la commune, et le fait que le gouvernement introduit la responsabilité communale collective en matière d'impôt favorise cette tendance. Car, à partir de 1919, l'attitude du gouvernement à l'égard du monde paysan change complètement : c'est maintenant l'intervention active et continue dans la vie des campagnes, selon un programme arrêté. La terre est propriété de l'Etat; les paysans n'en sont que les possesseurs sous certaines conditions. On vise maintenant à l'« organisation de l'agriculture par l'Etat » : les hommes, le bétail, l'outillage, tout doit être inventorié et réparti; des « comités d'ensemencement » doivent décider et prescrire ce qu'il faut semer, en quelle quantité et à quel moment. Ce qu'on cherche surtout, c'est de grouper, par ordre, les paysans en de vastes organisations collectives. En 1921, une loi oblige le paysan à labourer au minimum une certaine étendue de terre. C'est l'époque de ce qu'on devait appeler plus tard le « communisme militaire ». Le commerce étant le monopole de l'Etat, le paysan ne peut vendre sa récolte qu'à l'Etat et au prix que celui-ci fixera; ce prix lui est payé d'ailleurs, en monnaie si dépréciée qu'il lui est impossible d'acquérir, en échange de sa récolte, même les objets les plus nécessaires. Et il ne lui est même pas loisible de garder pour lui la partie de la récolte qu'il voudra : c'est l'Etat qui est seul

juge de ce qu'on doit lui laisser pour la consommation familiale; le reste est réquisitionné. Il est naturel que, dans ces conditions, le paysan cache son blé; pour le dépister, pour l'enlever de force, le gouvernement envoie des détachements militaires. Les conséquences sont faciles à deviner : pillage des campagnes, insurrections paysans, répression féroce, fusillades, incendies. Et la quantité de blé obtenu diminue de plus en plus, en dépit, ou plutôt en raison de toutes ces mesures; le paysan, las de donner son travail pour rien, réduit au strict nécessaire l'étendue du champ labouré.

Pendant ce temps, les villes meurent de faim. Partout des détachements militaires « de barrage » empêchent les citadins d'apporter pour eux et leurs proches quelques denrées des campagnes; pour un sac de farine ou de pommes de terre, on risque d'être fusillé. Les « détachements de barrage » sont à toutes les gares; les trains sont fouillés en cours de route pour dépister quelques « vendeurs aux sacs » qui, au risque de leur vie, iraient porter dans les villes quelques provisions qu'ils espèrent y vendre à un prix d'autant plus élevé que leurs risques sont plus grands.

*
* *

Une telle situation ne pouvait durer. La grande famine de 1921 a obligé de chercher une issue à la crise économique permanente. Deux choses étaient possibles : ou bien renoncer au « communisme militaire » en faveur d'un communisme libre, laissant pleine initiative à l'activité des groupements paysans et ouvriers, ou bien revenir à la liberté du commerce, au sens des régimes bourgeois. Le gouvernement a préféré cette dernière solution, en proclamant, en 1921, la « nouvelle politique économique » (la « nep »). Le commerce du blé est devenu libre : le paysan peut maintenant vendre le blé à qui bon lui semble, quitte à verser à l'Etat, en nature ou en espèce, un tant pour cent de la récolte; les réquisitions ont pris fin. Le but de la politique gouvernementale est maintenant non plus de favoriser la partie la plus pauvre de la population paysanne, en dirigeant toutes les foudres de la répression contre la partie aisée; mais d'encourager, au contraire, cette dernière. En 1922, une loi est venue favoriser les tendances individualistes dans les campagnes, en interdisant les partages généraux et en autorisant les partages partiels tous les 9 ans seulement. Et ces partages eux-mêmes ne doivent se faire que dans les limites d'une seule commune (qui devient le possesseur définitif de la terre) et entre ceux-là seuls qui sont membres de cette commune ou, du moins, ont conservé des liens avec elle. Le mode de possession — communal ou individuel — est décidé par la commune elle-même, à la majorité des voix de ses membres, des deux sexes, âgés de plus de 18 ans. La vente, l'achat, l'hypothèque, le don de la terre restent interdits; mais on autorise déjà le fermage et, dans certaines limites, le travail salarié.

Tout fait prévoir que cette politique continuera et s'accroîtra encore. Les sphères dirigeantes russes s'occupent actuellement plus que jamais des campagnes; les hommes politiques les plus en vue parlent sans cesse d'encourager l'initiative privée économique, de faciliter l'existence aux « exploitations modèles » des paysans aisés, de pousser le paysan à s'enrichir autant qu'il peut... Peut-

être cette nouvelle politique réussira-t-elle à créer, dans les campagnes, une nouvelle bourgeoisie paysanne comme il s'en est déjà créé une dans les villes. Et alors la lutte au nom des tendances égalitaires reprendra dans les campagnes. Il est possible aussi que la masse paysanne réussira à résister à l'emprise de cette nouvelle bourgeoisie; certains faits nouveaux sont, à cet égard, d'une grande signification: Depuis quelques années déjà, une tendance se fait jour à constituer des unions de petits propriétaires (là même où la possession communale n'a pas réussi à prévaloir), des communes, pour ainsi dire, de formation secondaire. C'est là un phénomène très intéressant, dont nous espérons parler un jour aux lecteurs de notre revue.

M. ISIDINE.

LA QUESTION INDOCHINOISE AU POINT DE VUE MORAL

Dans l'article que j'ai écrit pour ce numéro, j'ai donné, d'après une conférence toute récente (mars) d'Augagneur, ancien ministre, ancien gouverneur de la colonie, le tableau succinct de l'exploitation de la population noire en Afrique équatoriale française.

Un de nos amis nous communique une brochure sur l'Indo-Chine, écrite en décembre 1924, où l'auteur, qui a vécu là-bas, combat le mépris des colons et fonctionnaires français envers les malheureux Annamites, mépris qui sert de prétexte à une exploitation éhontée. Nous ne reproduisons pas les passages où l'auteur montre l'intelligence, les dons artistiques et l'esprit d'assimilation des Annamites, même pour les sciences exactes et les applications industrielles.

M. P.

Vivant en contact continu avec l'indigène, nous connaissons bien ses défauts. Ils s'expliquent presque tous par ce seul fait que l'Annamite a toujours été un peuple d'opprimés, soumis depuis de longues générations à la domination des Chinois, puis de ses propres mandarins qui l'exploitaient — et continuent trop souvent à l'exploiter sous le couvert de la France — sans vergogne. Il a le caractère et les allures du chien battu qui se retire l'oreille basse et prêt à mordre lorsque la main s'étend vers lui pour une caresse. De là provient ce défaut de sincérité qui lui fait donner la réponse supposée agréable à l'interlocuteur et nullement celle qu'il peut juger le mieux conforme à la vérité; de là, la dissimulation, l'hypocrisie, le mensonge sous toutes ses formes; de là aussi ce manque d'initiative et de prévoyance, toutes qualités qui n'ont pu, faute d'exercice, se développer chez un éternel mineur; de là encore, cette tendance naturelle chez tout opprimé à se transformer en oppresseur dès que l'occasion favorable se présente; de là ces brimades, voire ces exactions, envers son congénère, de l'Annamite qui détient une parcelle d'autorité; et de là aussi, en grande partie cette vanité puérile qui inspire à la plupart d'entre eux une opinion démesurée de leurs capacités et de leurs mérites : celui qui se sait méprisé et dominé éprouve une tendance naturelle, par réaction, à se surestimer et à exagérer son propre éloge. Si l'on joint à cela quelques défauts

qui tiennent à la race même et sont communs à tous les orientaux, tels que le manque complet d'esprit pratique, de précision, chez un peuple qui a été nourri de spéculations philosophiques, de dissertations littéraires, plus que de sciences exactes, on comprend aisément que la vie au contact journalier de tels collaborateurs, avec la nécessité impérieuse de la tâche qui nous presse, peut amener un certain agacement, qui, le climat aidant, ne tarde pas à dégénérer en énervement, puis en état d'hostilité sourde ou déclarée. C'est cet état d'esprit, agrémenté de quelques vieilles opinions traditionnelles sur l'indigène, transmises de générations en générations de colôniaux qui, il faut bien l'avouer, constitue toute la doctrine, détermine toute l'attitude envers l'indigène, de la plupart de nos compatriotes établis en ce pays.

Le parti réactionnaire, représenté ici d'autant plus fortement qu'il comprend une grosse majorité de gens sans convictions ni caractère qui se portent, par un tropisme naturel, du côté où leur paraît la force, le parti réactionnaire a trouvé, pourrait-on dire, d'instinct la politique indigène qui résulte naturellement de sa politique générale et qui la complète parfaitement; c'est celle qu'on peut résumer en deux mots bien usés, mais toujours vrais : la domination par tous les moyens et notamment par ce qu'il est convenu d'appeler l'obscurantisme.

On commence par asservir les esprits, et l'on en vient tout naturellement à dominer les individus; puis les intérêts matériels se manifestent cyniquement, et l'on possède les biens, on accapare les terres, on draine les capitaux, après avoir asservi les hommes.

Il est assez curieux de noter que la politique préconisée et suivie par ce parti vis-à-vis de l'élément indigène est exactement la même que celle préconisée et suivie en France à l'égard du prolétariat. Mêmes constatations sévères quant aux défauts, aux vices de ceux qu'on prétend diriger, mêmes opinions pessimistes quant à l'impossibilité d'un progrès à réaliser en eux, mêmes conclusions cyniques quant à la nécessité de maintenir définitivement un état de domination où la classe dite supérieure trouve la satisfaction de ses plus chers intérêts. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, les mêmes pensées déterminent les mêmes attitudes et le parallélisme est absolu entre les deux problèmes des évolutions du peuple aux mains calluses et des peuples à la peau colorée. Mêmes difficultés, mêmes devoirs de longue patience volontaire et de sacrifice à tout instant consenti pour ceux qui, de tout leur cœur, veulent s'efforcer à l'entraide pour une élévation progressive qui est le seul vrai but de notre humanité. Et mêmes manifestations de despotisme autocratique pour ceux que leur esprit autoritaire et le service de leurs intérêts égoïstes a fait, de tout temps, avec une obstination têtue, s'opposer au progrès.

L'Annamite a ses défauts, c'est entendu (et nous, qui nous dira quelle poutre loge sous notre paupière?) mais il possède aussi de belles et solides qualités que malheureusement nous ignorons presque toujours. L'Annamite, éternel opprimé, est essentiellement méfiant; un mur de méfiance sépare chaque individu, non seulement des étrangers, mais même de ses propres compatriotes. Un des résultats malheu-

reux de cette méfiance, c'est que l'Annamite ne se livre que très difficilement; il cache soigneusement à tous les recoins de son cœur, même les meilleurs; et de belles, de nobles qualités, nous ne craignons pas de le dire, peuvent être découvertes, toute méfiance tombée, chez beaucoup d'entre eux qui les cachaient presque honteusement.

Combien connaissons-nous de ces Annamites, timides et presque honteux, ne parlant jamais d'eux-mêmes, ni de leurs actions, qui ne vivent que pour faire du bien! Tout leur avoir y passe, et leur préoccupation continuelle est de soulager l'infortune et de contribuer au développement de leur pays. Chez ces modestes, chez ces silencieux, le mobile directeur n'est pas l'ambition ni la recherche de récompenses éternelles. Vieux lettrés confucianistes, le plus souvent, ils savent que le bien doit être fait pour lui-même; ils appliquent ces préceptes de morale élevée dont fut bercée leur enfance, mais surtout — et voilà ce qui est touchant, ce qui nous conquiert lorsque nous l'avons vraiment compris, — mais surtout ils écoutent parler leur cœur, ce cœur humain qui est le même, bien que nous en ayons, sous toutes les latitudes et tous les climats, ce cœur qui contient des trésors qu'il appartient à chacun de nous de savoir découvrir et exploiter. Que de choses profondément émouvantes n'avons-nous pas vues de tout près — et à de tels traits menus où il ne saurait plus être question d'astuce et de duplicité, — touchant l'amour familial, le dévouement, l'abnégation véritable de certains pour leurs ascendants ou pour la grande famille dont ils portaient courageusement le faix? Et il ne s'agit pas seulement là de l'exécution formelle de certains principes religieux rigides ou de la crainte des représailles de l'au-delà; les mobiles effectifs les plus touchants se manifestent au contraire de façon incontestable dans ces actes de sacrifice muet de toute une vie auxquels nous avons assisté fréquemment. Et s'il est vrai que le plus souvent cette sympathie est limitée au cercle trop étroit de la famille, nous savons, par les exemples que nous avons cités plus haut et par de nombreux cas aussi de noble et fidèle amitié, qu'il n'en est pas nécessairement ainsi et que, la confiance aidant, tous les espoirs sont autorisés.

P. M.

COMMUNICATION

Nos camarades ne seront pas sans remarquer le très petit nombre des rédacteurs de *Plus Loin*. Aussi comptons-nous, pour être aidés, sur tous ceux qui s'intéressent à la revue. Il ne manque pas en province de camarades très capables de nous donner les éléments d'une rédaction plus variée : monographies professionnelles ou locales, relations de faits caractéristiques prouvant la valeur de nos idées et la nouveauté des doctrines autoritaires.

Il s'accomplit tous les jours des actes spontanés d'entraide, de défense, des essais d'organisation libre qui valent d'être signalés.

Il subsiste dans certaines régions des coutumes locales qui ont résisté à la centralisation et à l'autorité administrative, intéressantes à faire connaître. Que nos amis nous aident à rendre notre revue intéressante et vivante.

CH. DESPLANQUES, *Gérant*, 15, Rue Ferdinand-Duval.